

« Pallier un désert que tout le monde connaît »

SANTÉ L'Atelier citoyen 24 et le Comité de défense de l'hôpital militent pour la création d'un centre de santé

ÉMILIEN GOMEZ
sec.sarlat@sudouest.fr

D'après les données de la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Sarlat datant de février 2016, 20,3 % des Sarladais n'ont plus de médecin traitant de référence. Et cela ne va pas en s'arrangeant puisque de nouveaux départs à la retraite - non compensés par l'installation d'autres professionnels - ont été constatés récemment. Les médecins généralistes en activité croulent sous les demandes de la patientèle, bien souvent insatisfaites. « C'est cela qui nous pousse. On veut pallier un désert que tout le monde connaît », affiche Anick Le Goff.

Pétition à 100 signatures

Avec l'Atelier citoyen 24 et ses camarades du Comité de défense de l'hôpital de Sarlat, l'élue municipale France insoumise (FI) ambitionne toujours de créer un centre de santé dans la commune. Porté par un comité de pilotage d'une demi-douzaine de personnes - pour la plupart des professionnels de la santé -, le projet est « en cours de rédaction. On en est à l'étape cruciale », précise Jean Sève, responsable de l'Atelier citoyen 24.

Comme en janvier dernier, les deux associations organiseront un débat public, vendredi 20 octobre à 20 heures, à la salle Pierre-Denoix, au Colombier, afin de « recueillir » le « quotidien » des locaux sur ce sujet. Cette soirée sera aussi l'occasion de



En janvier, les deux associations ont déjà organisé un débat avec les locaux. PHOTO ARCHIVES FRANCK DELAGE

faire passer à la population leur pétition pour la création de ce centre qui, à ce jour, compte plus de 100 signatures.

Contrairement à une maison de santé, financée par les collectivités et composée de médecins libéraux, le centre de santé accueille des professionnels salariés par les porteurs de la structure, à l'image de ce qui se faisait dans les anciens dispensaires. Les émoluments de ces médecins salariés sont inférieurs à ceux de leurs confrères libéraux rapportés au nombre de patients, mais les salariés sont dispensés des tâches administratives.

Coopérative

« Ce statut va attirer », veut croire Véronique Lenoël, psychologue et élue d'opposition à Sarlat. Leurs cibles ? La nouvelle génération, qui voudrait

« allier vie familiale et professionnelle », et des « gens en fin de carrière et fatigués » de journées à rallonge. Ce centre prendrait la forme d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Ils ne veulent ni « dépendre » d'une collectivité qui pourrait « se

Ils ne veulent ni « dépendre » d'une collectivité qui pourrait « se désengager », ni des contrats aidés

compter le personnel en charge de l'administratif. « On en a un dans notre équipe », indique Anick Le Goff. Ils imaginent « une superstructure »

désengager » à tout moment, ni des fameux contrats aidés, qui ont la vie dure actuellement. La structure accueillerait deux ou (dans l'idéal) trois professionnels - sans

réunissant collectivités, citoyens et associations, qui pourrait mener des opérations de sensibilisation. Son emplacement reste incertain. Quatre pistes sont à l'étude. Autre idée : lancer un camion itinérant.

Les deux associations sont déterminées, rassurées par les expériences d'autres centres de santé, comme celui de Bergerac, municipal, qui compte trois médecins et deux secrétaires. « Il arrive à être autonome grâce aux remboursements des soins », assure Véronique Lenoël.

Dernière interrogation, le planning pour la validation d'un tel projet. Une chose est sûre : celui-ci devrait être présenté rapidement aux élus de la Communauté de communes Sarlat Périgord noir. « En gros, il ne faut pas qu'on traîne pendant cinq ans », conclut Anick Le Goff.